ment craignaient qu'un sujet tout à fait incompris, étrange et, de plus, sujet d'économie — donc nécessairement sec ! — ennuyât et dégoûtât les lecteurs. J'ai offert mon article à trois revues en vain. Seul, la quatrième l'a pris.

Maintenant le vent souffle d'un autre côté. On me demande des renseignements. On m'invite à faire des conférences, ça et là, en Angleterre, en Irlande, en Worcester-shire, en Huntingdonshire, en Yorkshire, — partout. On ne trouve pas le thème sec. On écoute sur mon thème dans une salle de la Chambre des Communes, dans la Chambre Centrale d'Agriculture, on demande ma déposition devant une Commission Royale d'enquête sur la Crise Agricole. Nous avons fondé une association de propagande, dont les pairs du royaume sont des vice-présidents et des membres de la Chambre des Communes du Comité. Quand j'allai à Dublin, sur l'invitation de la Société Irlandaise d'organisation agricole, discourir sur le thème jadis bafoué, les journaux irlandais se sont occupés de ma conférence autant que d'une harangue très importante de Lord Salisbury prononcée au même jour ; et l'archevêque (catholique) de Dublin, le très révérend docteur Walsh, m'a prié de venir chez lui, donner des renseignements sur ce sujet dont, en homme d'esprit et de bienveillance sans bornes, il reconnaissait bien et encore reconnaît l'importance. De même, la semaine passée, quand il s'est publié dans le *New Ireland Review* un article de ma main sur le crédit coopératif, tous les grands journaux de Dublin ont donné place à une description bienveillante de ce travail. Quand je visitais le comté de Lincolnshire, fonder cette caisse dont je parle, et donner des conférences en diverses localités, la presse locale s'est mise avec un vrai enthousiasme à en parler.

Je ne réclame nullement le mérite ou la gloire de ce succès de début pour mon propre compte. La caisse de Scawby, comme je l'ai dit, c'est la création de M. Sutton Nelthorpe. Il y en a d'autres qui ont contribué de bon cœur au résultat général : — M. Yerburt, membre du Parlement, président de notre association propagandiste ; l'honorable H. Plunkett, homme zélé, consacrant sa vie au bien être de ses compatriotes ; l'évêque de Raphoe ; le père Finlay, et d'autres. Ce que je désire maintenant signaler, c'est tout simplement que grâce à un travail bien soutenu et à la force propagatrice

de notre cause elle-même, notre sol infructueux du premier défrichement est devenu une terre douce et prête à la culture, et promettant bon fruit, et que ces modestes prémices de Lincolnshire ne représentent que l'indice extérieur d'un grand changement, le gage et l'assurance d'une récolte probablement assez large.

Aux débuts, la perspective n'était nullement encourageante. Nos habitudes anglaises s'opposent entièrement à une pratique telle que la demandent les caisses Raiffeisen. Comme je l'ai dit à Toulouse, nous sommes trop des capitalistes. Nous ne comprenons que capital-action, profit, dividende. Quant à la responsabilité illimitée, elle nous effraye. Il y a quelque mois je me suis efforcé à faire comprendre le principe de notre responsabilité mutuelle comme base non-dangereuse d'un crédit commun au Duc de Devonshire, homme d'affaires des plus sagaces et expérimentés, que je désirais intéresser dans notre affaire ; je lui ai parlé plus d'une demi-heure sans pouvoir réussir. Evidemment, nous nous mouvons dans des sphères différentes. Notre langage coopératif n'est pas fait pour des capitalistes de la vieille roche qui ne connaissent que le crédit sur gage.

Cependant le duc d'Argyll, homme plus vif et perspicace, après avoir parcouru nos statuts, nous a écrit : " Votre système d'exiger des paiements prompts et de surveiller l'emploi du prêt est admirable." En dehors de ce manque de prédisposition, on pourrait dire que chez nous, toutes les circonstances de notre monde économique sont opposées à l'acclimatation du crédit coopératif. Notre loi, dictée en quelque sorte par des banquiers un peu jaloux, nous est bien adverse. Les restrictions qu'elle impose sont en vérité excessives. De plus, sans doute, il nous manque la clientèle exacte qui soutient les caisses rurales en Allemagne, en Italie, en France ; ces petits propriétaires, chacun possédant son petit lopin et sa petite maison, attaché au sol, libre à s'engager, travaillant pour son compte, habitant fréquemment une commune de grande population. Nos villages, pour fournir une clientèle à des caisses sont ordinairement plus petits, peuplés de journaliers dépendant de leur patron, occupant des petites demeures, louées par lui et à son gré, souvent sans jardin et champ à cultiver, entretenant à vie un petit lopin également loué et

également précaire et retirable à volonté.

Pour l'avenir, la situation va s'améliorer à l'égard, au moins, d'un de ces points, soit le plus important. En peu de temps, grâce à l'opération d'une nouvelle loi accordant l'autonomie à nos communes, on doit attendre que le nombre de petites parcelles — encore louées, c'est bien vrai, mais louées sous conditions favorables — se multipliera considérablement. Pour ces petits tenanciers, le crédit agricole sera une bonne aubaine. En effet, sans lui, on ne saurait pas prévoir comment les petits villageois iraient cultiver leurs terres à profit. Nous possédons déjà, même sans cette nouvelle loi, un nombre assez considérable de telles parcelles, et c'est les besoins des petits cultivateurs de ces lopins qui ont fait comprendre le mieux à notre population l'utilité du crédit agricole. C'est en Crédit de petit tenancier qu'il débitera. L'Association pour créer des parcelles (*Allotment Association*) de Birmingham est, au temps actuel, un de nos meilleurs alliés.

En Irlande, la situation est bien plus propice. Dans cette île, la législation généreuse due à M. Gladstone a déjà créé une population ou de petits propriétaires, ou de petits tenanciers au moins bien assurés dans l'occupation de leurs petites terres. Sans raison bien solide, on ne peut pas les en ôter ; le droit d'occuper est légalement et en permanence à eux. En Irlande, donc, le crédit agricole promet les bienfaits les plus directs, les plus rapides et, en vue de la pauvreté de la population, les plus appréciables. En outre, en Irlande, grâce à un vif esprit qui s'accommode plus facilement que l'esprit anglais à des innovations, on comprend avec plus de facilité le nouveau système. C'est en Irlande que des banquiers m'ont exprimé leur approbation de notre système et leur disposition à prêter de l'argent à des associations constituées en caisses Raiffeisen, qu'en Angleterre encore les banquiers regardent bien de travers. Par conséquent, c'est vraiment en Irlande que nous avons trouvé jusqu'ici le plus grand nombre d'alliés actifs. L'association dont j'ai parlé, et qui s'est proclamée propagateur dévoué du crédit agricole, système Raiffeisen, embrasse véritablement tous les éléments dont se compose le peuple irlandais. C'est un grand triomphe de mon ami M. Plunkett de l'avoir constitué.

Il y a là des catholiques et des protestants, des unionistes et des home-rules, des propriétaires, des